



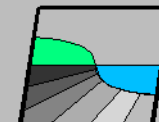
REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

COMMUNE DE VOUGY

ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

Volet EAUX USEES

Volet EAUX PLUVIALES



NICOT INGÉNIEURS CONSEILS

Parc Algaïs, 57 rue Cassiopée
74650 ANNECY - CHAVANOD
Tel: 04.50.24.00.91 / Fax: 04.50.01.08.23
www.eau-assainissement.com
E-mail: contact@nicot-ic.com

EAU, ASSAINISSEMENT, ENVIRONNEMENT

VOLET EAUX USEES

- Grenelle II: obligation pour les communes de produire un Schéma d'Assainissement avant 2013 incluant:
 - Un descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées
 - Une programmation de travaux
 - Mise à jour du Schéma d'Assainissement à un rythme fixé par décret.
- Directive Eaux Résiduaires Urbaines
- Loi sur l'eau

La Loi sur l'eau 2006

Obligation d'Assainissement

Collectif

« L'assainissement est géré par la collectivité qui assure »:

- La collecte
 - Le transport
 - L'épuration
- Réseau E.U.
- Station d'épuration

Non Collectif

« Chacun gère son installation »
→ Chacun installe et entretien son dispositif de traitement.

« La collectivité n'a qu'un rôle de contrôle »

COLLECTIF

Est en assainissement collectif toute habitation raccordée ou raccordable au réseau public d'assainissement.

Est raccordable toute habitation qui a le réseau en limite de propriété.
(plus haut ou plus bas!)

NON COLLECTIF

Est en assainissement non collectif toute construction à usage d'habitation, non raccordable à l'Assainissement Collectif.



Cas des Mini-stations ou Assainissement Groupé



- C'est du collectif si le terrain et la station appartiennent à la collectivité.
- La collectivité est alors responsable de l'entretien.

- C'est du non collectif si le terrain et la station appartiennent à une co-propriété.
- Les propriétaires sont alors responsables de son entretien.

- Toute construction raccordable ou raccordée est soumise à la même:
 - Redevance d'assainissement collectif et au même:
 - Règlement d'assainissement collectif

- Toute construction non raccordée et non raccordable à l'assainissement collectif est soumise à la même:
 - Redevance d'assainissement non collectif et au même:
 - Règlement d'assainissement non collectif

Assainissement Collectif



+/- 94 % des habitations sont
raccordées (ou raccordables ^{*})
(soit +/- 576 logements)



COMMUNE + SITEU + RITE

- La régie des eaux de Vougy a la compétence de la collecte des effluents sur son territoire.
- Le SITEU a la compétence du transit des eaux usées pour les commune de Vougy et du Mont Saxonnex.
- La RITE a la compétence du traitement (STEP) et du transport (hors réseaux du SITEU).
- Pas de règlement d'assainissement collectif existant (en projet).
- Redevance assainissement collectif facturée aux usagers: 0,95 € / m3 (part variable)
- PFAC instituée au 01/11/2012

^{*} Est raccordable toute construction qui a le collecteur EU en limite de propriété.

Assainissement Non Collectif



+/- 6 % des habitations non
raccordables ^{*}
(soit +/- 38 logements)



Communauté de Communes Faucigny Glières

- La CCFG a mis en place le contrôle ^{**} des installations d'assainissement non collectif.
- Règlement ANC intercommunal existant (25/10/2010),
 - Redevance ANC pour le contrôle facturée aux usagers: 0,26€ / m3 eau consommée

^{**} Le contrôle devait être effectué au plus tard le 31 décembre 2012.

3 Types de Zones

Zones d'Assainissement Collectif Existantes

+/- 94 % des installations
(+/- 576 logements)

- Le réseau existe et peut demander quelques opérations d'entretien et de réhabilitation.
- La station d'épuration de Bonneville a été rénovée en 2001.
Dimensionnement: 23 500 EH

Zones d'Assainissement Non Collectif

+/- 6 % des installations
(+/- 38 logements)

Zones d'Assainissement Collectif Futures

+/- 0 % des installations
(+/- 0 logements)

- Pas de Projet d'Assainissement Collectif programmé.

Zones d'Assainissement Non Collectif maintenues

+/- 6 % des installations
(+/- 38 logements)

- Deux secteurs sont concernés:
 - ✓ Hermy
 - ✓ La Drague

➡ Zones d'Assainissement Collectif existantes :

- Détail du zonage :
 - +/- 94 % des habitations sont raccordées ou raccordables au réseau collectif d'assainissement existant.
 - Le réseau EU est de type séparatif. Il s'étend sur +/- 11 km sur l'ensemble de la commune. On note la présence de 2 postes de relevage.
- Entretien des infrastructures :
 - La régie des Eaux de Vougy est responsable de l'entretien des réseaux de collecte d'eaux usées.
 - Le SITEU (Syndicat Intercommunal pour le Transport des Eaux Usées) Vougy – Mont Saxonnex est responsable de l'entretien des réseaux de transit sur les communes de Vougy et du Mont Saxonnex.
 - La RITE (Régie Intercommunale de Traitement des Eaux Usées) est responsable de l'entretien de la STEP.

➡ Zones d'Assainissement Collectif existantes :

■ Station d'épuration de Bonneville

- Les eaux usées sont dirigées vers la station d'épuration intercommunale de Bonneville :

STEP	RECOIT LES EFFLUENTS DE:	AGE	NATURE	CAPACITE NOMINALE	MILIEU RECEPTEUR
STEP de BONNEVILLE	↘ AYZE, ↘ BONNEVILLE, ↘ VOUGY, ↘ Mt SAXONNEX, ↘ BRISON	STEP rénovée en 2001	Boues activées Moyenne charge	23 500 EH Qmoy = 8 640 m ³ /j	L'Arve

■ Devenir des boues d'épuration:

- Traitement: déshydratation, épaississement, stabilisation.
- Valorisation:
 - par épandage,
 - par compostage (Perrignier).
 - par incinération (Marignier) quand l'épandage est impossible (teneurs en métaux lourds, période estivale,...). A ce jour, aucun lot n'a été renvoyé en incinération.

- Devenir de la STEP de Bonneville :
 - Dimensionnée pour 23 500 EH, soit 1 410 kg de DBO5 par jour.
 - 2007:
 - Charge moyenne: 14 844 EH, 891 kg DBO5/j
 - Il arrive ponctuellement que la capacité de 1 410 kg/j de DBO5 soit atteinte.
 - A terme, 2027:
 - +/- 3 000 EH supplémentaires (selon les différents projets évoqués ci-avant).
 - +/- 10 400 EH supplémentaires (selon un taux de croissance de + 2,3 %/an)
 - Soit, à terme, +/- 28 300 EH.
 - Des études sont en cours quant à l'opportunité d'agrandir la STEP. D'ici environ 5 ans, il serait question de doubler la capacité de la STEP.
- Etudes et réflexions en cours:
 - Opération « Arve Pure 2012 »: contrat d'actions pluriannuel dans le cadre du Contrat de rivière Arve dont les objectifs sont:
 - L'Arve: Atteindre la classe de qualité « bonne – verte » pour le paramètre pollution métallique,
 - STEP: Diminuer la concentration en métaux lourds dans les boues et régulariser la situation administrative des rejets industriels.

- Réglementation
 - Toutes les habitations existantes doivent être raccordées au réseau collectif d'assainissement.
 - Toute construction nouvelle doit être raccordée au réseau collectif d'assainissement.
 - L'assainissement non collectif ne peut être toléré que sur dérogation du Président de la CCFG pour des cas particuliers techniquement ou financièrement «difficilement raccordables».
 - Toute personne raccordée ou raccordable est redevable de la redevance d'Assainissement Collectif.
 - Le règlement d'assainissement collectif est communal.

- Incidence sur l'urbanisation :
 - Dans les zones raccordées au réseau collectif d'assainissement, l'assainissement n'est pas un facteur limitant pour l'urbanisation (sous réserve des capacités de traitement de la STEP).



➡ Zones d'Assainissement Non Collectif:

- Justification du choix de l'assainissement non collectif :
 - Dans les zones concernées, les collecteurs d'assainissement collectif sont inexistants.
 - Le raccordement aux réseaux EU existants est difficilement envisageable (techniquement et financièrement).
 - La réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif est possible car l'habitat est relativement éparé.
- Ces zones restent donc de fait en assainissement non collectif à court ou moyen terme.

■ Réglementation :

- Toutes les habitations existantes doivent disposer d'un assainissement autonome conforme (arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012).
- Toute construction nouvelle (sous réserve des possibilités de rejet) doit mettre en place un assainissement autonome respectant les nouvelles normes.
- Toute extension d'une habitation existante implique la mise aux normes de son dispositif d'assainissement non collectif.
- La Carte d'Aptitude des Sols à l'Assainissement Autonome doit indiquer pour chaque secteur la filière d'assainissement autonome à mettre en œuvre.
 - La carte d'aptitude des sols couvre l'ensemble des secteurs urbanisés en assainissement non collectif sur la commune.
- La poursuite de l'urbanisation est conditionnée par les possibilités d'Assainissement Non Collectif. Pour la commune de Vougy, située dans la plaine de la vallée de l'Arve, les possibilités d'Assainissement Non Collectif sont plutôt favorables.

- Pour la Communauté de Communes Faucigny-Glières, le contrôle des installations est obligatoire.
 - La collectivité doit effectuer le contrôle des nouvelles installations.
 - La collectivité doit effectuer le contrôle des installations existantes de façon périodique tous les 4 à 10 ans. La périodicité de contrôle retenue par la CCFG est de 10 ans. Ce contrôle devait être effectué au plus tard le 31 décembre 2012.
 - Sur la CCFG, le SPANC a été mis en place en 2000.
- La collectivité doit avoir un règlement d'assainissement non collectif (mis en place).
- Avancement des contrôles :
 - Sur la commune de Vougy, on dénombre 38 installations référencées au titre de l'assainissement non collectif (ANC strict, en dehors des habitations raccordables mais non raccordées actuellement).
 - A ce jour, 15 installations ont fait l'objet d'un contrôle, soit ~40% des contrôles effectifs.
 - Parmi les installations contrôlées, 60% présentent des non-conformités (9 installations non conformes).

Remarques : Les contrôles seront effectués en priorité dans les secteurs voués à rester en assainissement non collectif.

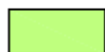
- Pour les particuliers:

- La mise aux normes est obligatoire.
- En cas de non-conformité de l'installation d'ANC (problèmes constatés sur zone à enjeux sanitaires et/ou environnementaux), le propriétaire a un délai de 4 ans pour procéder aux travaux prescrits dans le rapport de contrôle.
- Toute nouvelle demande de PC sur du bâti existant implique la mise aux normes du dispositif d'assainissement. En cas de non-conformité, une attestation de conformité du projet de réhabilitation de l'installation d'ANC (remise par le SPANC) doit être insérée dans le dossier de demande de PC (décret n°2012-274 du 28/02/2012).
- En cas de vente, l'acquéreur doit être informé d'une éventuelle non-conformité (rapport de contrôle daté de moins de 3 ans) et dispose d'un délai de 1 an après l'acte de vente pour procéder aux travaux de mise en conformité.
- Sont à la charge du particulier:
 - Les frais de mise en conformité,
 - Les frais de vidange et d'entretien des installations,
 - La redevance de l'ANC qui sert à financer le contrôle.

- Carte des sols existante: 2 secteurs demeurant en assainissement non collectif (Hermy et La Drague).

CARTE D'APTITUDE DES SOLS A L'ASSAINISSEMENT AUTONOME COMMUNE DE VOUGY

Données Issues du B.E. CIDEE Ingénieurs Conseils - 2002



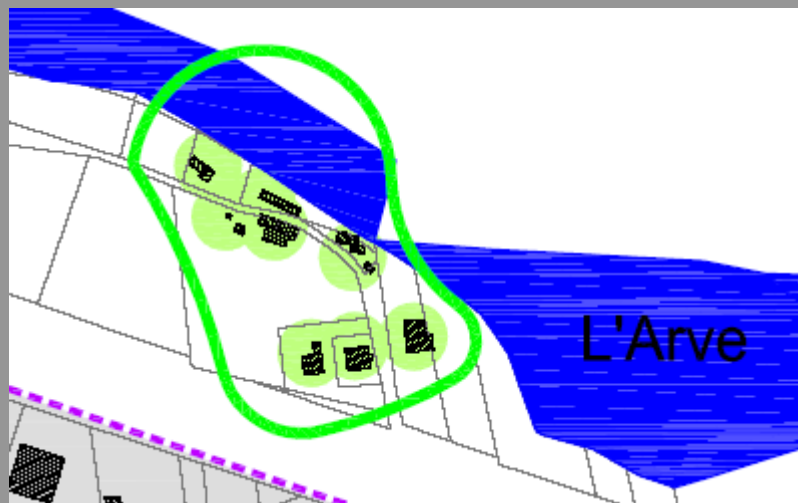
Zone où la perméabilité et la pente du terrain permettent l'assainissement autonome sans rejet au milieu hydraulique superficiel.
(Filière possible à mettre en oeuvre : fosse septique toutes eaux - filtre à sable non drainé.)



Zone où la pente du terrain et/ou les préconisations du PPR empêchent l'infiltration dans le sol. Le seul exutoire qu'il est possible d'atteindre facilement est un vecteur d'écoulement non permanent.
(Filière possible à mettre en oeuvre : fosse septique toutes eaux, filtre à sable vertical étanche drainé avec rejet des effluents traités dans le réseau d'eaux pluviales ou dans des drains sous fossé aménagé.)



Zone où la pente du terrain et/ou la densité du bâti ne permettent pas d'envisager un assainissement autonome à l'échelle de la carte.
En attendant un assainissement collectif, une solution individuelle peut être possible si les caractéristiques du terrain le permettent.



VOLET EAUX PLUVIALES

Le présent document a été établi conjointement au PLU, sur la base de réunions de travail avec les représentants de la commune et de visites de terrain. Il comprend:

1. Un rappel réglementaire lié aux eaux pluviales
2. Des préconisations de gestion des eaux pluviales
3. Un diagnostic des problèmes connus liés aux eaux pluviales
4. Une mise en évidence des secteurs potentiellement urbanisables et l'examen de leur sensibilité par rapport aux eaux pluviales
5. Des travaux à effectuer sont proposées pour résoudre les problèmes liés aux eaux pluviales et des recommandations sont formulées pour limiter l'exposition aux risques et éviter l'apparition de nouveaux dysfonctionnements
6. Une réglementation eaux pluviales.

Dans le cadre de l'élaboration de son PLU, la commune a souhaité mener des études complémentaires afin de se doter d'outils de gestion des eaux pluviales sur son territoire à partir des éléments suivants (cabinet Nicot, 2014):

- Carte d'Aptitude des Sols à l'Infiltration des Eaux Pluviales (CASIEP)
- Guide technique pour la gestion des EP en fonction des différentes zones de la CASIEP
- Notices techniques sur les dispositifs de rétention/infiltration à mettre en place
- Grille de calcul et de dimensionnement des ouvrages de rétention/infiltration.
- Etude de bassin versant sur le secteur des Fontaines.

- Code Général des Collectivités Territoriales
 - L'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales (article 35.3 de la loi sur l'eau de 1992) relatif au zonage d'assainissement précise que « les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :
 - Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement,
 - Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel, et en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement ».

- La Loi sur l'eau

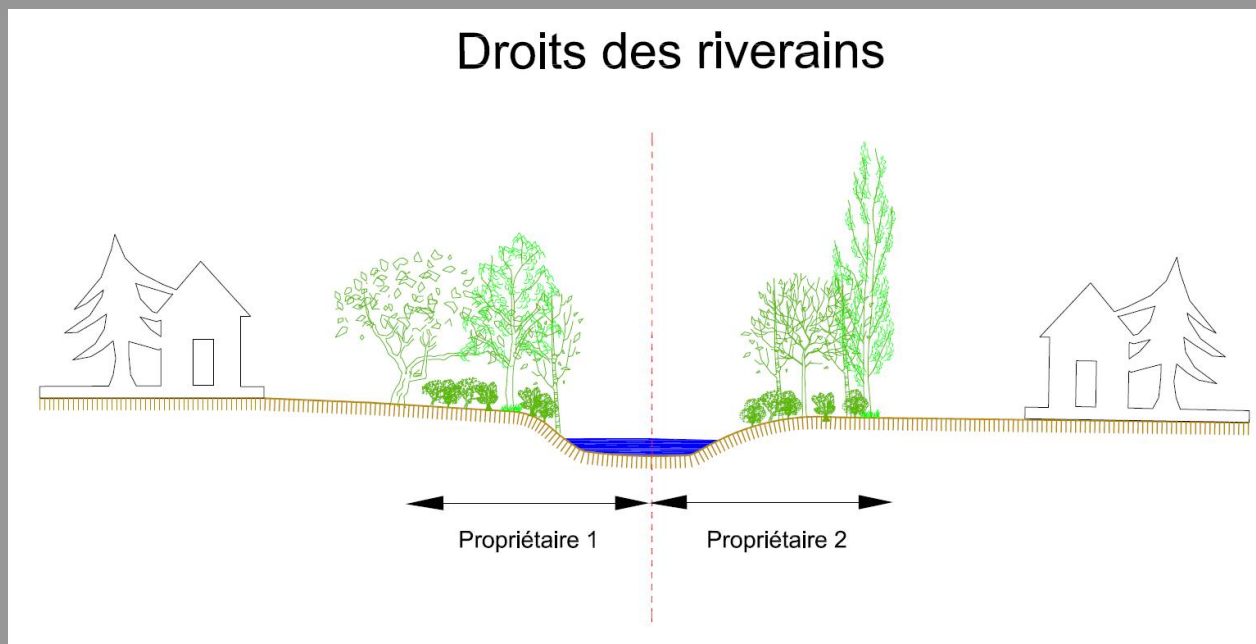
- La loi sur l'eau du 30 décembre 2006 (codifiée dans le code de l'environnement) prend les dispositions suivantes:
- Les communes peuvent instaurer une taxe sur les surfaces imperméabilisées pour permettre de financer les travaux en matière assainissement pluvial.
- Le Grenelle II précise les conditions d'application de la taxe pour la gestion des eaux pluviales urbaines:
 - L'assemblée délibérante de la commune ou du groupement compétent fixe sa valeur (dans la limite de 1€/m² imperméabilisé) et la surface en dessous de laquelle elle peut ne pas être appliquée (surface ne pouvant excéder 600 m²).
 - Les propriétaires qui ont réalisé des dispositifs évitant ou limitant le déversement des eaux pluviales hors de leur terrain pourront bénéficier d'un abattement compris entre 20 et 100% du montant de la taxe.

- Code Civil

- Le code civil définit le droit des propriétés sur les eaux de pluie et de ruissellement.
- Article 640: « Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué. Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement. Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur ».
- Article 641: « Tout propriétaire a le droit d'user et de disposer des eaux pluviales qui tombent sur son fonds ».
- Article 681: « Tout propriétaire doit établir des toits de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son terrain ou sur la voie publique ; il ne peut les faire verser sur le fonds de son voisin ».

■ Code de l'environnement :

- Le code de l'environnement définit les droits et les obligations des propriétaires riverains de cours d'eau non domaniaux.
- Article L.215-2: propriété du sol: « Le lit des cours d'eau non domaniaux appartient aux propriétaires des deux rives. Si les deux rives appartiennent à des propriétaires différents, chacun d'eux a la propriété de la moitié du lit... ».



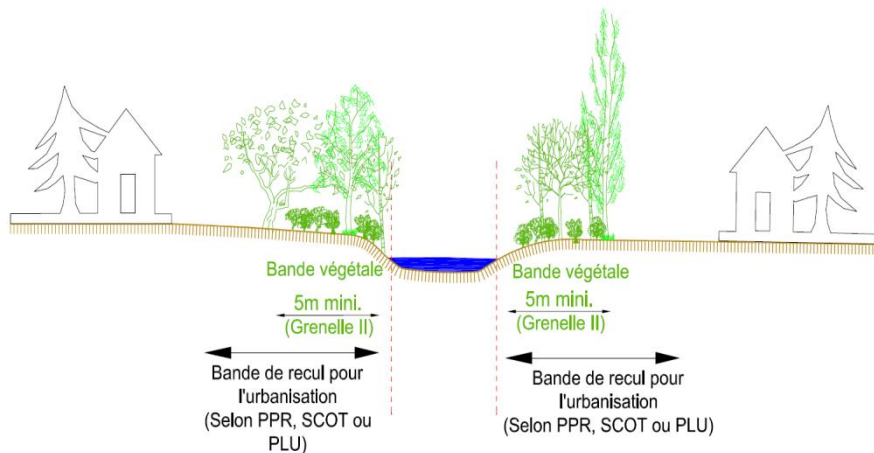
- Article L.215-14: obligations attachées à la propriété du sol:
Le propriétaire riverain est tenu à un entretien régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles, à l'entretien de la rive par élagage et recépage de la végétation arborée et à l'enlèvement des embâcles et débris flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux, d'assurer la bonne tenue des berges et de préserver la faune et la flore, dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques.

- Sont soumis à autorisation ou à déclaration en application de l'article R 214-1 du Code de l'environnement:
 - 2.1.5.0: rejet d'eaux pluviales ($S > 1$ ha).
 - 3.1.1.0: installations, ouvrages, remblais, épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau.
 - 3.1.2.0: modification du profil en long ou le profil en travers en travers du lit mineur, dérivation.
 - 3.1.3.0: impact sensible sur la luminosité (busage) ($L > 10$ m).
 - 3.1.4.0: consolidation ou protection des berges ($L > 20$ m).
 - 3.1.5.0: destruction de frayère.
 - 3.2.1.0: entretien de cours d'eau.
 - 3.2.2.0: installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau ($S > 400$ m²).
 - 3.2.6.0: digues.
 - 3.3.1.0: assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides.
 - ...

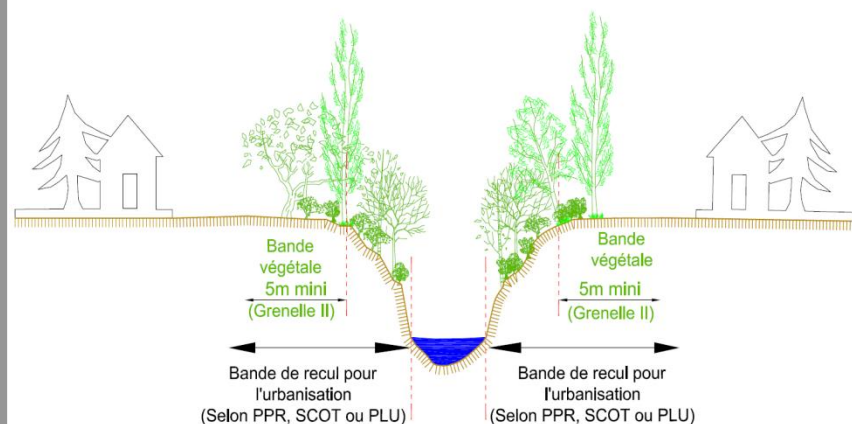
■ Grenelle II:

- Le long de certains cours d'eau, sections de cours d'eau et plans d'eau de plus de 10 ha, l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire de la parcelle riveraine a l'obligation de maintenir une bande végétale d'au moins 5 m à partir de la rive.

Cours d'eau au talweg peu marqué



Cours d'eau au talweg très marqué



Remarque:

- En plus de cette bande végétale, il convient de respecter un recul pour les constructions, remblais, etc... Conventionnellement, un recul de 10m est préconisé. Lorsqu'elles existent, les préconisations du PPR prévalent ou à défaut celles du SCOT ou encore celles du règlement du PLU.

- L'ensemble du réseau hydrographique de la commune s'inscrit dans le bassin versant du Rhône. Toute action engagée doit donc respecter les préconisations du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse (SDAGE RMC).
- La directive cadre européenne sur l'eau (DCE 2000) fixe les objectifs environnementaux suivants pour les milieux aquatiques:
 - Atteindre le bon état écologique et chimique d'ici 2015,
 - Assurer la continuité écologique des cours d'eau,
 - Ne pas détériorer l'existant.

➡ Quelques axes de réflexion pour une gestion cohérente de l'eau :

- La politique de gestion de l'eau doit être réfléchie de façon
 - intégrée en considérant
 - tous les enjeux (inondations, ressources en eau, milieu naturel...)
 - et tous les usages (énergie, eau potable, loisirs...)
 - et globale (à l'échelle du bassin versant).
- Cette politique globale de l'eau, dans le cadre de la gestion des inondations notamment
 - ne doit plus chercher à évacuer l'eau le plus rapidement possible, ce qui est une solution locale mais ce qui aggrave le problème à l'aval,
 - au contraire doit viser à retenir l'eau le plus en amont possible.
- Les communes ont une responsabilité d'autant plus grande envers les communes aval qu'elles sont situées en amont du bassin versant.

- Les actions suivantes peuvent être entreprises :
 - Préserver les milieux aquatiques (cours d'eau, zones humides) dans leur état naturel. En effet les milieux aquatiques ont des propriétés naturelles d'écrêtement. L'artificialisation de ces milieux (chenalisation des rivières, remblaiement des zones humides...) tend à accélérer et concentrer les écoulements.
 - Préserver/restaurer les champs d'expansion des crues: cette action peut être facilitée par une politique de maîtrise foncière.
 - Favoriser les écoulements à ciel ouvert : préférer les fossés aux conduites ou aux cunettes, préserver les thalwegs.
 - Compenser l'imperméabilisation par des dispositifs de rétention et/ou d'infiltration. En effet l'imperméabilisation tend à diminuer l'infiltration et à augmenter le ruissellement. Cette action peut être mise en œuvre par l'intermédiaire d'un règlement eaux pluviales communal.
 - Orienter les choix agricoles en incitant à éviter les cultures dans les zones de fortes pentes, à réaliser les labours perpendiculairement à la pente, à préserver les haies...
 - Veiller au respect de la législation dans le cadre de la réalisation de travaux notamment la loi sur l'eau.
- La rétention amont, axe majeur de la gestion des inondations à l'échelle du bassin versant, joue également un rôle important pour la qualité de la ressource en eau.

- Exemple de mesures concrètes pour une meilleure gestion des eaux pluviales :
 - Des mesures de limitation de l'imperméabilisation des sols :
 - Imposer un minimum de surface d'espaces verts dans les projets immobiliers sur certaines zones.
 - Inciter à la mise en place de solutions alternatives limitant l'imperméabilisation des sols (parkings et chaussées perméables).
 - Des mesures pour assurer la maîtrise des débits :
 - Inciter à la rétention des E.P à l'échelle de chaque projet, de telle sorte que chaque projet, petit ou plus important, public ou privé, intègre la gestion des eaux pluviales.
 - Le ralentissement des crues :
 - En lit mineur: minimiser les aménagements qui canalisent les écoulements.
 - En lit majeur: préserver un espace au cours d'eau.
 - Des mesures de prévention :
 - Limiter l'exposition de biens aux risques.
 - Ne pas générer de nouveaux risques (par exemple des dépôts en bordure de cours d'eau sont des embâcles potentiels).

➡ Diagnostic :

- La **gestion des eaux pluviales** est de la **compétence de la commune**.
- A ce titre, il existait une réglementation relative aux eaux pluviales inscrite au sein du règlement du POS qui précisait qu'en cas d'absence de réseau, les installations d'évacuation individuelles doivent être prévues sur l'assiette de l'opération.
- L'aménagement de l'Arve et de ses Abords (dans le cadre du **contrat de rivières**) est de la compétence du Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Abords (SM3A).
- Un **SAGE** (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) est en **phase d'élaboration**:
 - Délimitation du périmètre du SAGE (arrêté du 06/10/2009)
 - Désignation des membres de la CLE (Commission Locale de l'Eau) (arrêté du 02/06/2010)
- Ce SAGE porte sur l'ensemble du bassin versant de l'Arve (incluant ses affluents majeurs: Le Giffre, Le Borne et le Bronze).

- Contrat de rivière Arve :
 - Document de programmation des actions dont les objectifs visent surtout à:
 - Redonner un espace de liberté à l'Arve tout en assurant la sécurité des personnes et des biens,
 - Améliorer la qualité des eaux et lutter contre la pollution industrielle,
 - Préserver et valoriser le milieu naturel,
 - Mettre en place une structure d'entretien des ouvrages,
 - Sensibiliser la population à la bonne gestion de son patrimoine naturel.
 - Ce contrat a été signé le 01 juin 1995.
 - Les actions sont achevées depuis 2009.
 - Les 5 syndicats intercommunaux regroupant 33 communes (dont 26 riveraines de l'Arve) sont représentées par le SM3A (Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et des ses Abords) qui a la charge d'assurer la coordination du programme de travaux.

■ PPRI :

- Un Plan de Prévention des Risques a été approuvé sur la commune de Vougy le 19/11/2001 (PPR Inondation de l'Arve).
- Ce document répertorie l'ensemble des risques auxquels sont soumises les communes.
- D'un point de vue hydraulique, le territoire est soumis au risque inondation, débordement, qui concerne principalement l'Arve, mais également un bon nombre de leurs affluents.
- Une révision du PPRI Arve est à l'étude par les services de l'état.



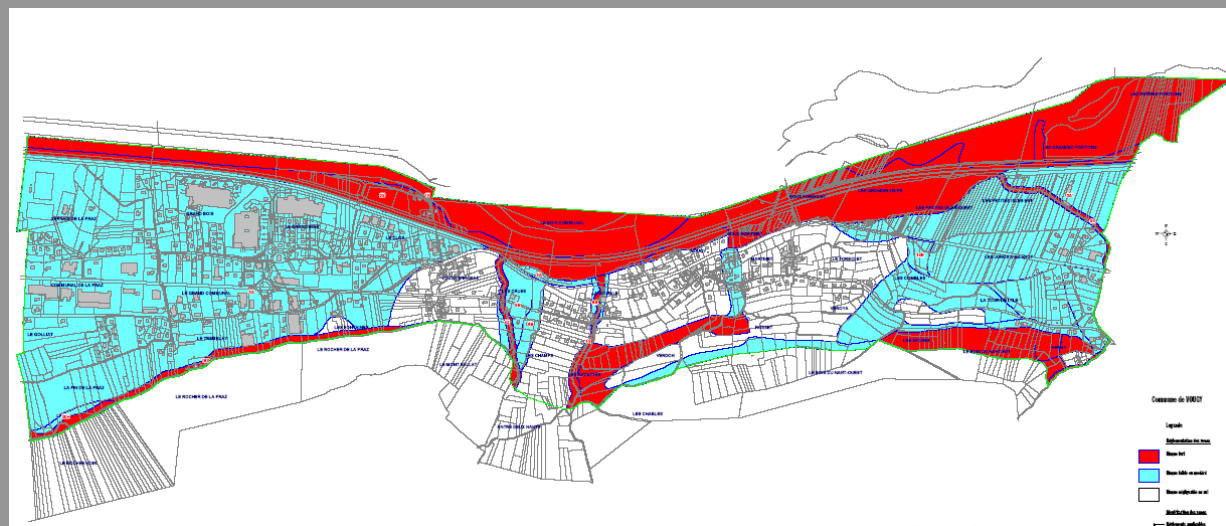
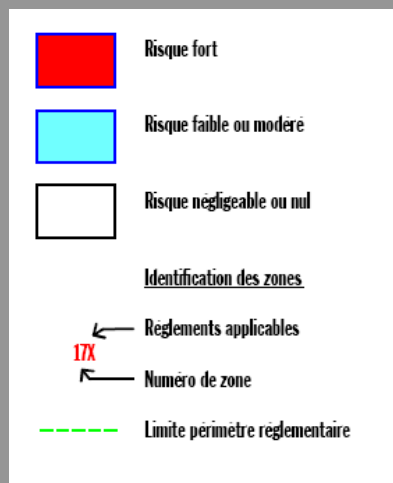
Source: DDE 2007



- Un Programme d'Actions et de Prévention des risques d'Inondation (PAPI) du territoire du SAGE Arve est en cours d'élaboration.

■ PPR :

- Un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles a été approuvé sur la commune de Vougy le 30/09/1996.
- Ce document répertorie les catégories de phénomènes naturels se développant dans les limites communales:
 - Débordements torrentiels,
 - Chutes de pierres,
 - Ravinements,
 - Inondations (proximité des zones humides, talwegs, remontées de nappes),
 - Instabilités de terrains.



Source:
DDT74 / SAR / CPR
1996

- Cours d'eau :
- Le principal cours d'eau du territoire est l'Arve.
- L'Arve
 - Prend sa source dans le massif cristallin du Mont Blanc,
 - Affluent rive gauche du Rhône,
 - Rivière de type torrentiel,
- De nombreux affluents dont les principaux sont:
 - Nant d'Hermy,
 - Nant du Bréguet,
 - Nant du Cé,
 - ...
- L'ensemble de ces cours d'eau traverse des zones urbanisées.

- Réseaux :
- La commune dispose de plans des réseaux d'eaux pluviales plus ou moins complets: absence de zonage des bassins versants, tronçons de canalisations et fossés non repérés...
- Toutes les eaux collectées sur la commune de Vougy ont pour **exutoire final l'Arve**.
- Sur plusieurs secteurs, des tronçons de cours d'eau ont été busés en zone urbaine.

➡ Généralités :

- Le territoire de la commune est globalement située dans la plaine alluviale de l'Arve, bordée au sud par des versants plus pentus.
- Les principaux problèmes dus aux E.P. que l'on peut pressentir aujourd'hui sont liés:
 - A l'**extension de l'urbanisation**, sans schéma d'ensemble de gestion des écoulements:
 - De nouvelles constructions peuvent gêner ou **modifier les écoulements naturels**, se mettant directement en **péril** ou mettant en péril des constructions proches.
 - De nouvelles constructions ou viabilisations (nouvelle route départementale) créant de très larges **surfaces imperméabilisées** peuvent **augmenter** considérablement **les débits aval**.
 - La proximité de l'urbanisation tend à détériorer et à artificialiser les cours d'eau.
 - À la **sensibilité** des **milieux récepteurs**: les **cours d'eau**
 - Ils représentent un **patrimoine naturel** important de la région.
 - Ils alimentent des **captages en eau potable**.

- Ces problématiques devraient conduire à l'intégration systématique de mesures visant à:
 - limiter l'exposition de nouveaux biens aux risques,
 - limiter l'imperméabilisation,
 - favoriser la rétention et/ou l'infiltration des EP,
 - développer les mesures de traitement des EP.
- Par ailleurs la commune s'est développée à proximité des cours d'eau.
- L'enjeu des cours d'eau ne réside pas seulement dans la gestion des risques liés aux crues et aux érosions.
- En effet l'état naturel des cours d'eau (lit mineur, berges, ripisylve, lit majeur) présente de nombreux avantages par rapport à un état artificialisé:
 - ❖ Hydraulique: rôle écrêteur qui permet l'amortissement des crues.
 - ❖ Ressource en eau: les interactions avec la nappe permettent le soutien des débits d'étiages.
 - ❖ Rôle autoépurateur.
 - ❖ Intérêts faunistiques et floristiques, paysager...
 - ❖ Loisirs.
- Cette problématique devrait conduire à **intégrer dans le développement communal** (urbanisation, activités...) **la préservation des cours d'eau.**

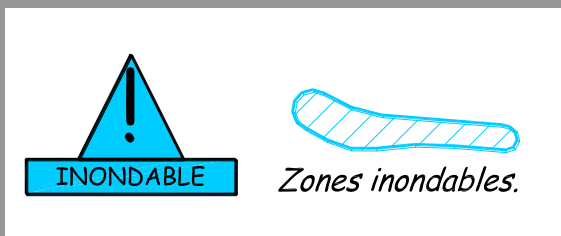
➔ Typologie de problèmes liés aux eaux pluviales :

- Les problèmes liés aux eaux pluviales ont été classés par typologie.
 - Ces phénomènes ne sont des problèmes que s'ils affectent des enjeux.
- Les typologies suivantes sont été suspectées:
 - Résurgences :



Les résurgences peuvent provenir de l'infiltration des eaux pluviales ou de pertes de cours d'eau. Ces eaux peuvent inonder des parcelles.

- Inondations:



Accumulation d'eau à des endroits particuliers, relativement plats ou en cuvette, suite à des débordements directs de cours d'eau en crue, un ruissellement important, une remontée de nappe, des résurgences...

➔ Diagnostic Eaux Pluviales :

- Les différents problèmes ont été recensés suite à un entretien avec les élus de la commune le 28 Septembre et de visites de terrain les 25 et 30 Août 2010.
- On distingue les points noirs :
 - Liés à l'état actuel d'urbanisation (1 dysfonctionnement).
 - Liés à l'ouverture de zones prévues à l'urbanisation (11 zones d'urbanisation potentielle).
- Les différents dysfonctionnements sont illustrés ci-dessous. Pour chaque dysfonctionnement sont donnés la localisation et la typologie du problème. Des recommandations sont également préconisées.

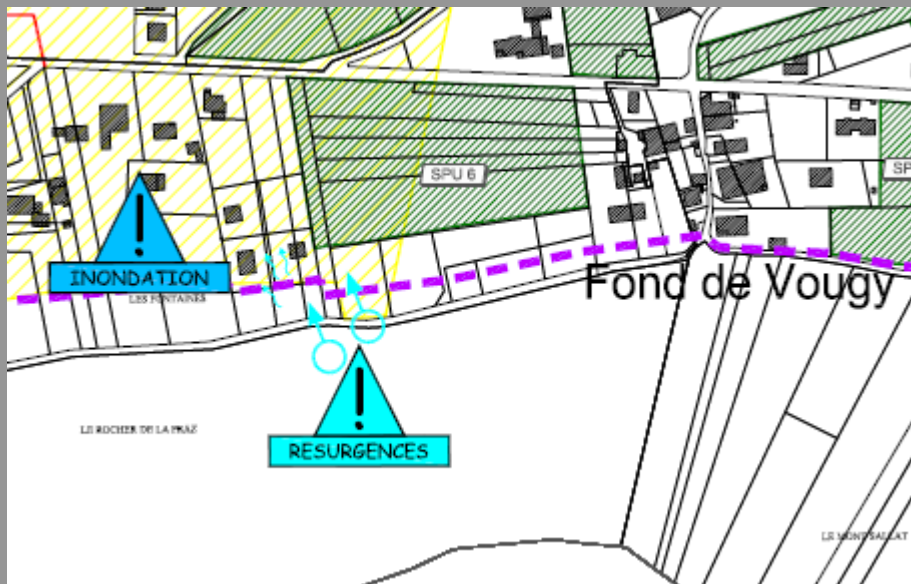
➔ Les Fontaines / Fond de Vougy – Résurgences.

■ Diagnostic :

- Sur le secteur des Fontaines, par **fortes pluies**, les eaux de ruissellement sur les terrains existants en amont **s'infiltrent** dans les sols. Elles resurgissent, formant des **résurgences** et un petit axe d'écoulement naturel. Les habitations à proximité sont susceptibles d'être inondées.

■ Proposition :

- Dans le cas de **nouvelles constructions**, il conviendra de veiller à la mise en place de **dispositifs de drainage** adaptés,
- En cas de problèmes récurrents sur le secteur, une étude de bassin versant est recommandée pour définir les dispositifs à mettre en place pour gérer ces eaux résurgentes.

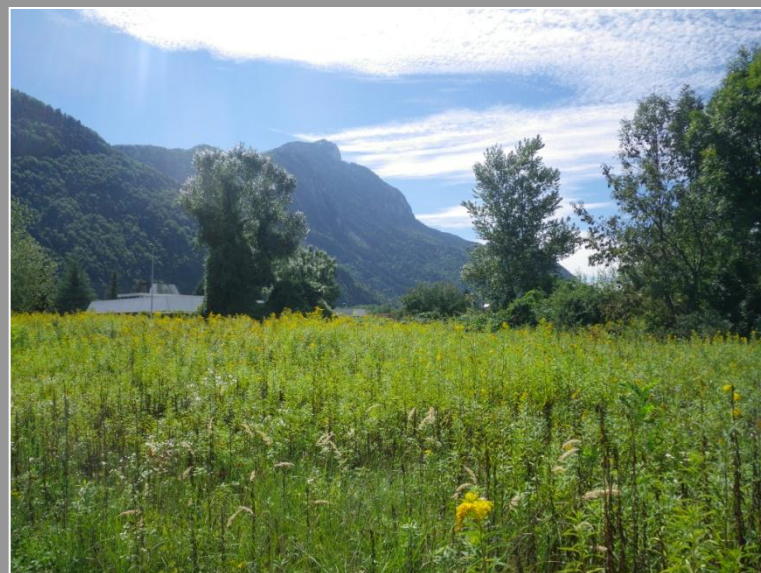
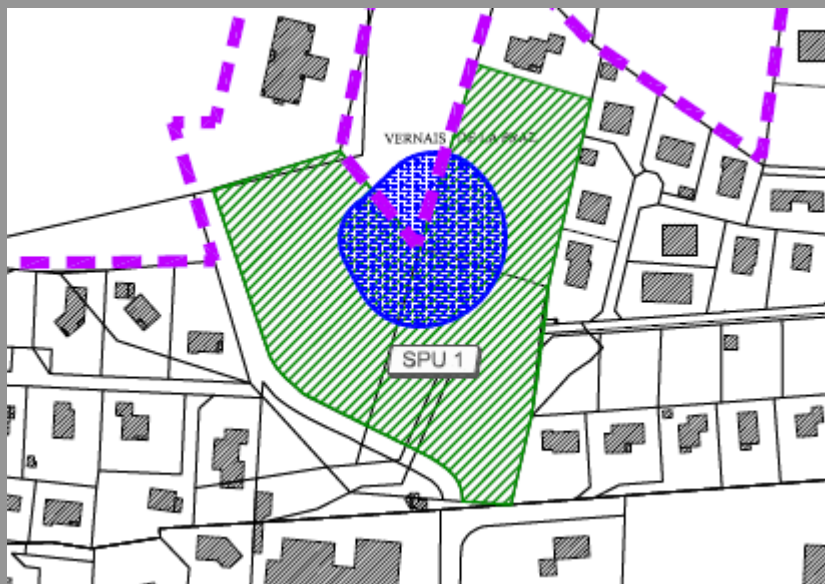


Ce secteur a fait l'objet d'une étude spécifique complémentaire

➡ Examen des Secteurs Potentiellement Urbanisables et de leur sensibilité par rapport aux eaux pluviales:

- Une visite de terrain a été effectuée pour chaque Secteur Potentiellement Urbanisable (SPU – zone actuellement vierge classée U ou AU selon le zonage PLU):
 - On dénombre 11 zones d'urbanisation potentielles sur la commune de Vougy.
 - Le diagnostic de chaque SPU permet de mettre en évidence:
 - La présence d'un exutoire pluvial viable pour la future zone à urbaniser
 - L'exposition de la zone aux risques naturels (ruissellement, inondation...)
 - La présence d'enjeux écologiques (cours d'eau, zone humide...)
 - Suite à ce diagnostic, des propositions de travaux et des recommandations de gestion des eaux pluviales sont formulées à l'attention des pétitionnaires et/ou de la collectivité.
- Rappelons que pour toute nouvelle construction sur la commune, il faudra veiller à compenser l'imperméabilisation par des dispositifs de rétention/infiltration des eaux pluviales à l'échelle de la parcelle ou de la zone.

■ Secteur potentiellement urbanisable n°1 : GRAND BOIS



Analyse :

- Exutoire : Il existe un réseau EP au sud - sud-ouest du SPU, le long de la route. Certains regards sont obstrués.
- Ruissellements amont : Compte tenu de la platitude des terrains, la zone n'est pas exposée aux risques de ruissellement amont
- Proximité au cours d'eau : Non
- Autres: Présence d'une zone humide (végétaux hydrophiles) vers le nord de la zone
- Travaux prévus : RAS

Travaux (Tx) :

Pour la commune : Entretenir les regards obstrués

Pour les pétitionnaires : Aménager des ouvrages de rétention/infiltration des eaux pluviales à l'échelle de la zone ou de la parcelle. Les débits de fuite seront orientés vers le réseau EP existant en bord de route.

Recommandations (R) :

Pour la commune : RAS

Pour les pétitionnaires : Préserver la zone humide pour son rôle « tampon » tel que préconisé dans le SCOT Faucigny Glières

■ Secteur potentiellement urbanisable n°2 : VOUGY D'EN BAS



Analyse :

- Exutoire : La zone ne possède pas d'exutoire clairement défini, en revanche, les sols présentent une bonne capacité d'infiltration.
- Ruissellements amont : Au sud de la zone, il peut exister des ruissellements provenant de la voirie qui ne dispose pas de dispositifs de drainage.
- Proximité au cours d'eau : Non
- Autres: RAS.

Travaux (Tx) :

Pour la commune : RAS

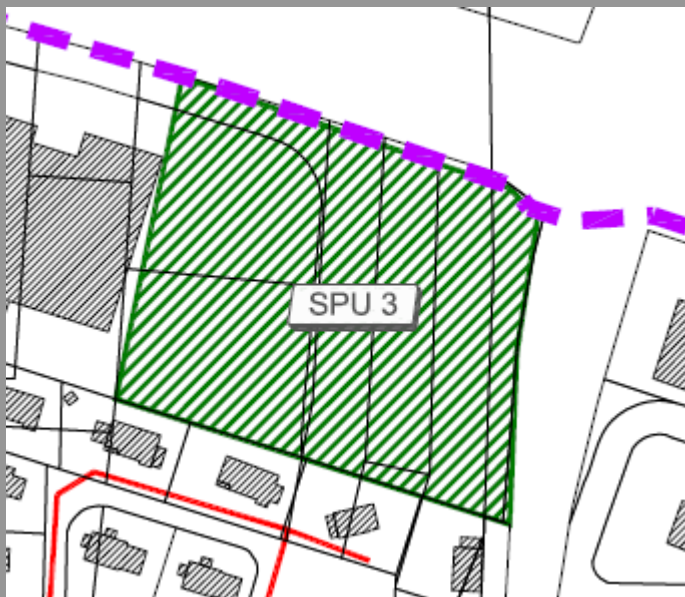
Pour les pétitionnaires : Compenser l'imperméabilisation en aménageant des ouvrages de rétention/infiltration des eaux pluviales à l'échelle de la zone.

Recommandations (R) :

Pour la commune : RAS

Pour les pétitionnaires : Prendre en compte les risques de ruissellements potentiels depuis la route au Sud en mettant en place une tranchée drainante.

■ Secteur potentiellement urbanisable n°3 : FOND DE VOUGY



Analyse :

- Exutoire: Existence d'un fossé le long de l'autoroute au nord du SPU (qui appartient au réseau privé indépendant d'ATMB), et présence d'un réseau EP au sud nécessitant la traversée de propriétés privées pour être atteint. Sur la zone industrielle, il a été fait le choix d'une gestion collective des eaux pluviales.
- Ruissellements amont : La zone est relativement plane donc a priori peu exposée aux risques de ruissellement, mais il existe un talus assez pentu lié à la route en bordure est du SPU
- Proximité au cours d'eau : Non
- Autres: RAS

Travaux (Tvx) :

Pour la commune : RAS

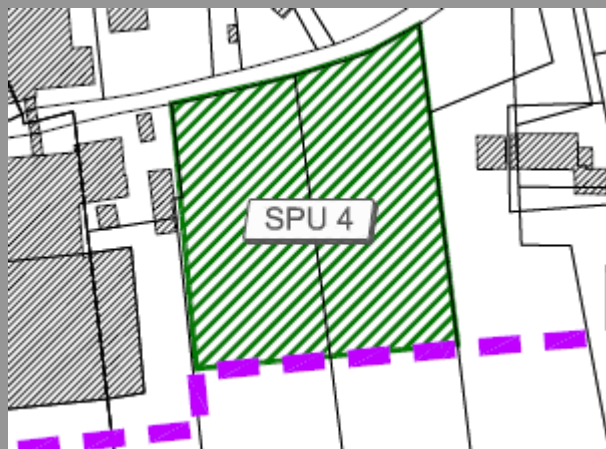
Pour les pétitionnaires : Compenser l'imperméabilisation en aménageant des ouvrages de rétention/infiltration des eaux pluviales à l'échelle de la zone ou de la parcelle. Les débits de fuite seront orientés vers le fossé existant en bord de route.

Recommandations (R) :

Pour la commune : RAS

Pour les pétitionnaires : RAS

- secteur potentiellement urbanisable n°4 : FOND DE VOUGY



Analyse :

- Exutoire : L'exutoire n'est pas clairement identifié sur cette zone. La CASIEP (Carte d'Aptitude des Sols à l'Infiltration des Eaux Pluviales) préconise l'infiltration totale des eaux.
- Ruissellements amont : Zone non exposée
- Proximité au cours d'eau : Non
- Autres : Les terrains au sud de la zone, vers la forêt, ont un caractère humide – Existence d'une zone de ruissellement préférentiel en bordure nord-ouest de la zone.
Attention, terrains humides au sud de la zone.
- Travaux prévus : RAS

Travaux (Tvx) :

Pour la commune : RAS

Pour les pétitionnaires : Aménager des ouvrages de rétention/infiltration des eaux pluviales à l'échelle de la zone ou de la parcelle. Les débits de fuite seront orientés vers le réseau EP en bord de route.

Recommandations (R) :

Pour la commune : RAS

Pour les pétitionnaires : RAS

■ Secteur potentiellement urbanisable n°5 : FOND DE VOUGY



Analyse :

- Exutoire : L'exutoire de la zone n'est pas clairement défini. La CASIEP (Carte d'Aptitude des Sols à l'Infiltration des Eaux Pluviales) préconise l'infiltration totale des eaux.
- Ruissellements amont : La zone semble peu exposée puisque le terrain est relativement plat, mais la route au sud / sud-est est en surplomb
- Proximité au cours d'eau : Non
- Autres : En bordure ouest de la zone, le long du chemin, il existe une zone boisée en légère dépression
- Travaux prévus : RAS

Travaux (Tx) :

Pour la commune : RAS

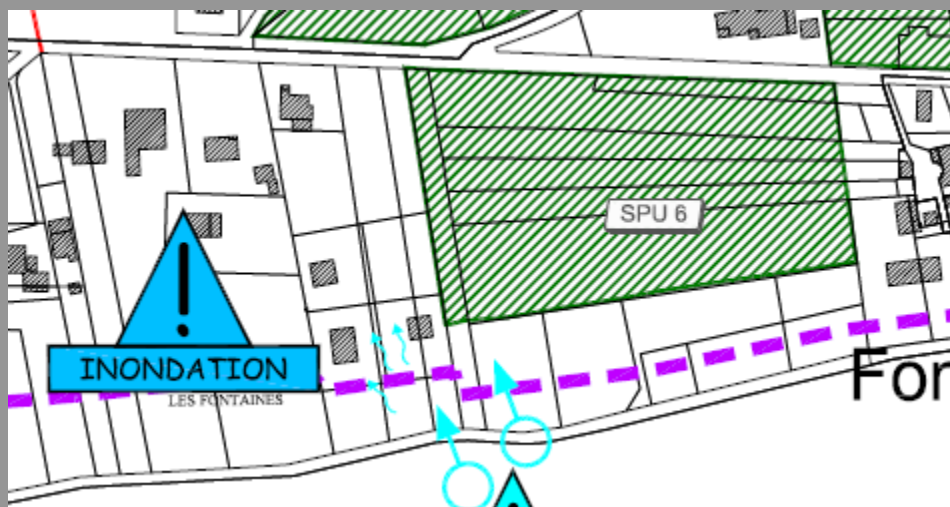
Pour les pétitionnaires : Aménager des ouvrages de rétention/infiltration des eaux pluviales à l'échelle de la zone ou de la parcelle

Recommandations (R) :

Pour la commune : RAS

Pour les pétitionnaires : Préserver les boisements à l'ouest, en bordure du SPU

■ Secteur potentiellement urbanisable n°6 : FOND DE VOUGY



Analyse :

- Exutoire : L'exutoire de la zone n'est pas clairement défini – Il existe un tronçon de fossé le long de la bordure nord du SPU. La CASIEP (Carte d'Aptitude des Sols à l'Infiltration des Eaux Pluviales) préconise l'infiltration totale des eaux.
- Ruissellements amont : Les pentes sont moyennes sur ce secteur, mais il existe une rupture de pente (talus) soulignée par une frange boisée d'axe nord nord-est / sud sud-ouest – Les terrains de la moitié ouest sont assez humides, avec des phénomènes de stagnation d'eau liés à l'existence de zones en légère dépression
- Proximité au cours d'eau : Non
- Remarque : L'extrémité sud-ouest du SPU est classée en zone rouge du PPR

Travaux (Tx) :

Pour la commune : RAS

Pour les pétitionnaires : Aménager des ouvrages de rétention/infiltration des eaux pluviales à l'échelle de la zone ou de la parcelle

Recommandations (R) :

Pour la commune : RAS

Pour les pétitionnaires : Attention, terrains humides, risques d'inondation des sous-sols, surtout dans la partie ouest de la zone – Préserver la frange d'arbres au niveau du talus, en partie médiane du SPU

■ Secteur potentiellement urbanisable n°7 : FOND DE VOUGY



Analyse :

- Exutoire : Le cours d'eau à l'est constitue un exutoire potentiel pour la partie sud du SPU tandis qu'il existe au nord une zone d'écoulement préférentiel le long de la route. La CASIEP préconise l'infiltration totale des eaux.
- Ruissellements amont : Les risques de ruissellement ne sont pas négligeables compte tenu des pentes moyennes – Il existe un talus au nord de la maison située entre les deux parties du SPU d'où le ruissellement peu s'accroître
- Proximité au cours d'eau : Présence d'un cours d'eau encaissé dans une zone boisée, en bordure est du SPU dont les berges sont soumises à des phénomènes d'érosion (cf. carte du PPRI)
- Travaux prévus : RAS

Travaux (Tx) :

Pour la commune : RAS

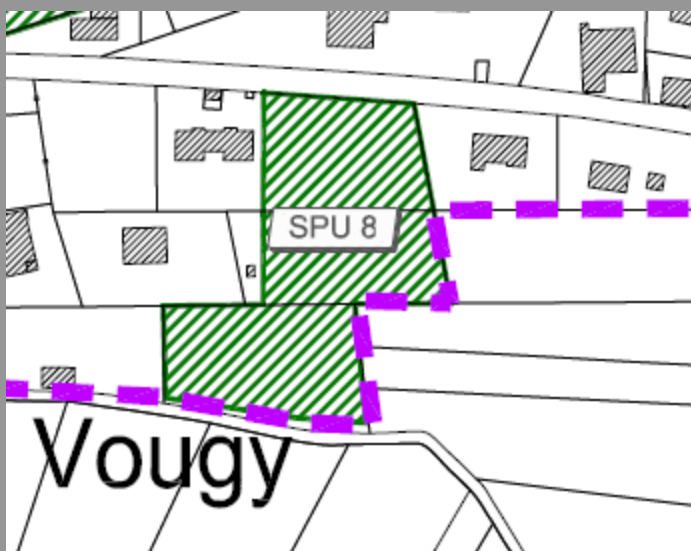
Pour les pétitionnaires : Aménager des ouvrages de rétention/infiltration des eaux pluviales à l'échelle de la zone ou de la parcelle

Recommandations (R) :

Pour la commune : RAS

Pour les pétitionnaires : Respecter les dispositions de protection des cours d'eau du SCOT Faucigny Glières - Ne pas négliger les éventuels risques de ruissellement - Préserver les boisements au nord de la maison, dans la partie nord du SPU

■ Secteur potentiellement urbanisable n°8 : FOND DE VOUGY



Analyse :

- Exutoire : Il existe un réseau EP au nord-ouest du SPU. La CASIEP préconise l'infiltration totale des eaux.
- Ruissellements amont : Il peut exister des phénomènes de ruissellements amont compte tenu des pentes moyennes du SPU
- Proximité au cours d'eau : Non
- Autres : RAS
- Travaux prévus : RAS

Travaux (Tvx) :

Pour la commune : RAS

Pour les pétitionnaires : Aménager des ouvrages de rétention/infiltration des eaux pluviales à l'échelle de la zone ou de la parcelle. Les débits de fuite seront orientés vers le réseau EP existant en bord de route

Recommandations (R) :

Pour la commune : RAS

Pour les pétitionnaires : Ne pas négliger les éventuels risques de ruissellement – Préserver les boisements situés en bordure sud du SPU

■ Secteur potentiellement urbanisable n°9 : VOUGY



Analyse :

- Exutoire : Le réseau EP (ø 200) le long de la route au nord ne peut être atteint gravitairement. La CASIEP préconise l'infiltration totale des eaux.
- Ruissellements amont : La route au sud est en surplomb par rapport à la zone; l'existence d'un talus très pentu (45%) à cet endroit peut être à l'origine de phénomènes de ruissellement
- Proximité au cours d'eau : Non
- Autres: RAS
- Travaux prévus : RAS

Travaux (Tx) :

Pour la commune : RAS

Pour les pétitionnaires : Aménager des ouvrages de rétention/infiltration des eaux pluviales à l'échelle de la zone ou de la parcelle

Recommandations (R) :

Pour la commune : RAS

Pour les pétitionnaires : Intégrer le ruissellement comme contrainte potentielle lors de l'établissement de nouveaux projets – Préserver les arbres en bordure de la route, notamment sur le secteur sud-est où le talus est particulièrement pentu

■ secteur potentiellement urbanisable n°10 : LE FORECLET



Zone de dissipation des eaux de la source captée

Analyse :

- Exutoire : Les eaux issues de la source captée au nord de la zone sont collectées et rejetées en contrebas, à proximité de la RD 1205, où elles se dissipent puis s'infiltrent. Cette configuration peut être conservée lors de l'aménagement de la zone à **condition de réaliser une régulation importante du débit d'eaux pluviales rejeté.**
- Ruissellements amont : Les habitations présentes en amont, au sud de la zone sont susceptibles de générer du ruissellement.
- Proximité au cours d'eau : Non
- Autres: Il existe une source captée au nord de la zone.

Travaux (Tvx) :

Pour la commune : Veiller au respect des mesures de régulation du débit rejeté en informant les pétitionnaires.

Pour les pétitionnaires : Aménager des ouvrages de rétention/infiltration des eaux pluviales à l'échelle de la zone. Il est recommandé de dimensionner les ouvrages de manière à générer un **débit de fuite maximum de 3L/s** pour l'ensemble de la zone.

Recommandations (R) :

Pour la commune : RAS

Pour les pétitionnaires : Prendre en compte les risques de ruissellement amont par la mise en place de mesures de protection rapprochée: tranchées drainantes en amont des futures constructions.

- secteur potentiellement urbanisable n°11 : HERMY



Analyse :

- Exutoire : L'exutoire de la zone n'est pas clairement défini – Au sud, en moitié ouest du SPU se situe une zone découlement préférentiel qui se poursuit en un petit ru; ce petit ru se perd ensuite dans une zone humide. La CASIEP préconise l'infiltration totale des eaux.
- Ruissellements amont : Zone a priori peu exposée
- Proximité au cours d'eau : Non
- Autres : A l'ouest de la zone se trouve une vaste zone humide
- Travaux prévus : RAS

Travaux (Tvx) :

Pour la commune : RAS

Pour les pétitionnaires : Aménager des ouvrages de rétention/infiltration des eaux pluviales à l'échelle de la zone ou de la parcelle

Recommandations (R) :

Pour la commune : RAS

Pour les pétitionnaires : Préserver, voire valoriser la zone humide à l'ouest du SPU pour son rôle « tampon » tel que préconisé dans le SCOT Faucigny Glières

■ Propositions de travaux et recommandations

Travaux	Dysfonctionnement	Nature des Travaux
Trx1	Résurgences / Inondations	Mettre en place, pour les nouvelles constructions, des dispositifs de drainage adaptés.
Trx2	Résurgences / Inondations	En cas de problèmes récurrents, faire une étude de bassin versant.
Trx3	SPU 1	Entretenir les regards obstrués.
Trx4	Pour tous les SPU	Aménager des ouvrages de rétention / infiltration des eaux pluviales à l'échelle de la zone ou de la parcelle. Diriger les rejets vers l'exutoire le plus proche.
Trx5	SPU 10	Veiller au respect des mesures de régulation du débit rejeté en informant les pétitionnaires.

Recommandation	SPU	Nature des Recommandations
R1	SPU 1 et 11	Préserver la zone humide pour son rôle « tampon ».
R2	SPU 5,6,7,8 et 9	Préserver les boisements existants sur la zone ou à proximité pour leur rôle de protection contre les risques naturels.
R3	SPU 7	Respecter les dispositions de protection des cours d'eau du S.Co.T Faucigny-Glières.
R4	SPU 2,7,8,9 et 10	Intégrer le ruissellement comme contrainte potentielle lors de l'établissement de nouveaux projets.

➔ Réglementation eaux pluviales :

■ Aptitude des sols à l'infiltration des eaux pluviales :

- Sur le plan « Zonage de l'Assainissement – Volet Eaux Pluviales – Réglementation »
 - Les contours des différentes zones et règlements associés sont indiqués
 - Un code couleur indique l'aptitude des sols à l'infiltration des eaux pluviales.

➤ *l'utilisateur doit se reporter à la Carte d'Aptitude des Sols à l'Infiltration des Eaux Pluviales (CASIEP) et à ses notices techniques pour identifier le cahier des charges qu'il doit respecter.*

Il est instauré des « zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ».

■ **REGLEMENT EP N°1 : ZONES DE GESTION INDIVIDUELLE A L'ECHELLE DE LA PARCELLE**: zones où la rétention / infiltration des eaux pluviales doit se faire à l'échelle de la parcelle.

- Toute construction, toute surface imperméable nouvellement créée (terrasse, toiture, voirie) doit être équipée d'un dispositif d'évacuation des eaux pluviales qui assure :
 - Leur collecte (gouttières, réseaux),
 - La rétention ou l'infiltration des EP.

Les fiches de dimensionnement des ouvrages de rétention / infiltration s'appliquent pour 1 projet dont les surfaces imperméabilisées (toitures, terrasse, accès, stationnement) n'excèdent pas 500 m². Pour un projet supérieur (ex : lotissement), une étude hydraulique spécifique est nécessaire.

Les canalisations de surverse et de débit de fuite doivent être dirigées :

- Dans le réseau E.P communal s'il existe,
 - Dans le fossé ou le ruisseau le plus proche en cas d'absence de réseau E.P. communal,
 - Les rejets s'effectueront exclusivement vers le réseau séparatif eaux pluviales ou vers le milieu naturel (fossé, zone humide).
- L'ensemble du dispositif doit être conçu de façon à ce que le débit de pointe généré soit inférieur ou égal au débit de fuite du terrain avant son aménagement.
 - Pour les projets dont la surface imperméabilisée est inférieure ou égal à 500 m² et dont le dimensionnement des dispositifs de rétention-infiltration peut être réalisé avec le guide Eaux Pluviales, le débit de fuite des ouvrages est défini à 3L/s par projet sur l'ensemble du territoire communal.

- La surface totale du projet correspond à la surface totale du projet à laquelle s'ajoute la surface du bassin versant dont les écoulements sont interceptés par le projet. Dans le cas où cette surface totale dépasse 1 ha, un dossier réglementaire Loi sur l'eau doit être établi.
- En cas de pollution des eaux pluviales, celles-ci doivent être traitées par décantation et séparation des hydrocarbures avant rejet.
- Les eaux provenant des siphons de sol de garage et de buanderie seront dirigées vers le réseau d'eaux usées et non d'eaux pluviales.
- Le dispositif de rétention / infiltration devra être entretenu régulièrement afin de conserver un bon fonctionnement et d'éviter tout colmatage.
- Pour de nouvelles surfaces imperméables pour du bâti existant, le dispositif sera dimensionné pour l'ensemble des surfaces imperméables (existantes et nouvelles). Néanmoins, la commune tolérera des dispositifs réduits en cas avéré de manque de place.
- Les ruissellements de surface préexistants avant tout aménagement (construction, terrassement, création de voiries, murs et clôtures...) doivent pouvoir se poursuivre après aménagement. En aucun cas les aménagements ne doivent faire obstacle à la possibilité de ruissellement de surface de l'amont vers l'aval.
- Pour l'arrosage des jardins, la récupération des EP est recommandée à l'aide d'une citerne étanche distincte.
- La CASIEP indique le type de dispositif obligatoire selon l'aptitude des sols.
- Le guide technique indique la liste des pièces à fournir à la commune pour toute création de dispositif et/ou raccordement au réseau EP.
- Les notices techniques associées au guide indiquent le cahier des charges à respecter.
- Lors de l'instruction d'un permis de construire, la commune peut exiger aux pétitionnaires de fournir une étude justifiant les règles de conception et d'implantation des dispositifs.

■ REGLEMENT EP N°2 : ZONES DE GESTION INDIVIDUELLE À L'ECHELLE DE LA ZONE: zones où la rétention / infiltration des eaux pluviales doit se faire à l'échelle de la zone.

Dans ces zones, une réflexion à l'échelle de la zone est préconisée pour définir les mesures à prendre pour la gestion des EP (rétention - infiltration).

La rétention ou l'infiltration obligatoire peut se faire :

- Soit par la création d'un dispositif unique pour la zone concernée (Solution à privilégier),
 - Soit par une rétention au lot à bâtir.
- Toute construction, toute surface imperméable nouvellement créée (terrasse, toiture, voirie) doit être équipée d'un dispositif d'évacuation des eaux pluviales qui assure leur collecte (gouttières, réseaux).
 - La mise en place de dispositif de rétention/infiltration est obligatoire, il doit permettre :
 - Leur rétention (citerne ou massif de rétention)
 - Et/ou leur infiltration dans les sols (puits d'infiltration, massif d'infiltration) quand ceux-ci le permettent.
 - Les calculs de dimensionnement des ouvrages de rétention s'appliquent pour 1 projet dont les surfaces imperméabilisées (toitures, terrasse, accès, stationnement) n'excèdent pas 500 m². Pour un projet supérieur (ex : lotissement), une étude hydraulique spécifique est nécessaire.
 - Les canalisations de surverse et de débit de fuite doivent être dirigées :
 - Dans le réseau E.P communal s'il existe,
 - Dans le fossé ou le ruisseau le plus proche en cas d'absence de réseau E.P. communal,
 - Les rejets s'effectueront exclusivement vers le réseau séparatif eaux pluviales ou vers le milieu naturel (fossé, zone humide).
 - L'ensemble du dispositif doit être conçu de façon à ce que le débit de pointe généré soit inférieur ou égal au débit généré par le terrain avant son aménagement.

- Les mesures de rétention / infiltration nécessaires, devront être conçues, de préférences, selon des méthodes alternatives (noues, tranchées et voies drainantes, structures réservoirs, puits d'infiltration...) à l'utilisation systématique de canalisations et de bassins de rétention.
- Les ruissellements de surface préexistants avant tout aménagement (construction, terrassement, création de voiries, murs et clôtures...) doivent pouvoir se poursuivre après aménagement. En aucun cas les aménagements ne doivent faire obstacle à la possibilité de ruissellement de surface de l'amont vers l'aval.
- Pour les projets dont la surface imperméabilisée est inférieure ou égal à 500m² et dont le dimensionnement des dispositifs de rétention-infiltration peut être réalisé avec le guide Eaux Pluviales, le débit de fuite des ouvrages est défini à 3L/s par projet sur l'ensemble du territoire communal.
- La surface totale du projet correspond à la surface totale du projet à laquelle s'ajoute la surface du bassin versant dont les écoulements sont interceptés par le projet. Dans le cas où cette surface totale dépasse 1 ha, un dossier réglementaire Loi sur l'eau doit être établi.
- En cas de pollution des eaux pluviales, celles-ci doivent être traitées par décantation et séparation des hydrocarbures avant rejet.
- Les eaux provenant des siphons de sol de garage et de buanderie seront dirigées vers le réseau d'eaux usées et non d'eaux pluviales.
- Le dispositif de rétention / infiltration devra être entretenu régulièrement afin de conserver un bon fonctionnement et d'éviter tout colmatage.
- Pour l'arrosage des jardins, la récupération des EP est recommandée à l'aide d'une citerne étanche distincte.
- La CASIEP indique le type de dispositif obligatoire selon l'aptitude des sols.
- Le guide technique indique la liste des pièces à fournir à la commune pour toute création de dispositif et/ou raccordement au réseau EP.
- Les notices techniques associées au guide indiquent le cahier des charges à respecter.
- Lors de l'instruction d'un permis de construire, la commune exige aux pétitionnaires de fournir une étude justifiant les règles de conception et d'implantation des dispositifs.

■ **REGLEMENT EP N°3 : ZONES DE GESTION COLLECTIVE**: zones où la rétention / infiltration des eaux pluviales est prise en charge par la collectivité.

- La mise en œuvre de dispositifs de rétention/infiltration des eaux pluviales est gérée soit :
 - A l'échelle de la collectivité si la capacité des réseaux existant le permet,
 - À la parcelle dans le cas où les réseaux sont insuffisamment dimensionnés.
- Les eaux pluviales générées par les nouvelles surfaces imperméabilisées seront dirigées directement :
 - Dans le fossé ou le ruisseau le plus proche,
 - Ou dans le réseau E.P communal.
- Les rejets s'effectueront en priorité vers le réseau séparatif eaux pluviales (s'il existe) ou vers le milieu naturel (fossé, ruisseau).
- Une étude hydraulique approfondie des réseaux d'eaux pluviales est recommandée pour vérifier leur capacité dans les secteurs de fortes densités avant d'autoriser des rejets sans rétention préalable.
- Les ruissellements de surface préexistants avant tout aménagement (construction, terrassement, création de voiries, murs et clôtures...) doivent pouvoir se poursuivre après aménagement. En aucun cas les aménagements ne doivent faire obstacle à la possibilité de ruissellement de surface de l'amont vers l'aval.
- En cas de pollution des eaux pluviales, celles-ci doivent être traitées par décantation et séparation des hydrocarbures avant rejet.